Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

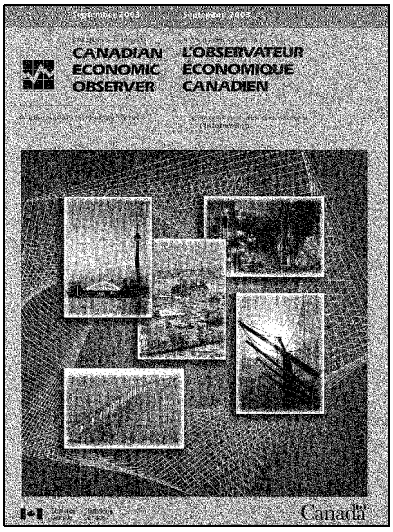
Le jeudi 18 septembre 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières,** juillet 2003 3
  Les investisseurs étrangers ont réduit leur portefeuille de titres canadiens de 2,6 milliards de dollars en juillet. Ces investisseurs se sont départis de titres d'emprunt tout en effectuant la plus importante acquisition d'actions canadiennes en 13 mois, soit 1,9 milliard de dollars. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont acquis pour 3,0 milliards de dollars de titres étrangers, principalement des obligations étrangères, leur plus important investissement en huit mois.

- **Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages,** 2002 6
  Après avoir fait un bond vers la fin des années 1990, l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens s'est stabilisée. En 2002, 7,5 millions de ménages comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet à domicile, au travail, à l'école, dans une bibliothèque ou à un autre endroit, en hausse de 4 % seulement par rapport à 2001.

(suite à la page 2)



L'Observateur économique canadien
Septembre 2003

Le numéro de septembre 2003 de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques d'août et présente une étude spéciale ayant pour titre «Les travailleurs des technologies de l'information». Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principaux indicateurs économiques du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro de septembre 2003 de *L'Observateur économique canadien*, vol. 16, n° 9 (11-010-XIB, 17 $ / 170 $; 11-010-XPB, 23 $ / 227 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Afin de vous donner l'occasion de lire en version électronique *L'Observateur économique canadien*, nous vous offrons un accès gratuit au numéro d'août de cette publication. Vous pourrez ainsi, sans engagement de votre part, parcourir cette nouvelle version électronique. Nous vous encourageons également à nous transmettre vos réactions en remplissant et en retournant le questionnaire *Enquête auprès des lecteurs*.

Vous pouvez visiter la page de *L'Observateur économique canadien* dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*, et sur cette page, vous trouverez la publicité de *L'Observateur économique canadien*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (*oec@statcan.ca*), Groupe de l'analyse de conjoncture.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages entre le Canada et les autres pays : nouvelle date de diffusion, juillet 2003 9
Enquête mensuelle sur les grands détaillants, juillet 2003 9
Les effectifs scolaires et le personnel enseignant des écoles, 1999-2000 10
Stocks de viande de volaille congelée, 1er septembre 2003 12
Fil d'acier et certains produits de fil métallique, juillet 2003 12

NOUVEAUX PRODUITS 13

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Juillet 2003

Les investisseurs étrangers ont réduit leur portefeuille de titres canadiens de 2,6 milliards de dollars en juillet. Ce n'est que la deuxième fois qu'une réduction est observée en 2003. Ces investisseurs se sont départis de 4,5 milliards de dollars de titres d'emprunt, tout en effectuant la plus importante acquisition d'actions canadiennes en 13 mois, soit 1,9 milliard de dollars. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont acquis pour 3,0 milliards de dollars de titres étrangers, principalement des obligations étrangères. Il s'agit de leur plus important investissement en huit mois.

Les avoirs étrangers de titres de créance canadiens chutent considérablement

Les investisseurs étrangers ont réduit leur portefeuille de titres de créance canadiens en vendant 4,0 milliards de dollars d'obligations et 0,5 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire. Cette réduction du montant des obligations survient après cinq mois consécutifs d'achats, qui ont totalisé 21,2 milliards de dollars. La réduction en juillet s'explique principalement par la vente de 6,5 milliards de dollars d'obligations du gouvernement fédéral, presque exclusivement des émissions du marché secondaire. Toutefois, les investisseurs étrangers ont acheté pour 2,6 milliards de dollars d'obligations, principalement des nouvelles obligations émises par le secteur des entreprises et les autres gouvernements.

Il s'agit du deuxième mois consécutif où les investisseurs étrangers se départissent de leurs obligations en dollars canadiens, après cinq mois d'achats. Ce modèle d'investissement suit grandement le comportement du dollar canadien, qui, lors du premier semestre de l'année, a connu une croissance phénoménale de 17,1 % par rapport au dollar américain, avant de voir sa valeur baisser d'un bon trois cents en juillet. Parallèlement, la différence entre les taux à long terme au Canada et aux États-Unis s'est beaucoup rétrécie pour s'établir à 44 points de base, en baisse par rapport à un niveau d'environ 100 points de base pour la majeure partie des 12 derniers mois. Selon la région, les investisseurs américains et européens ont contribué à l'importante réduction du portefeuille d'obligations en juillet (3,7 milliards de dollars et 1,1 milliard de dollars respectivement), tandis que les investisseurs asiatiques sont encore allés à l'encontre de la tendance en achetant pour 0,8 milliard de dollars.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

*Une baisse de 26 points de base des **taux d'intérêt** à court terme au Canada, conjuguée à une légère diminution de 2 points de base des taux comparables aux États-Unis, ont rétréci l'écart, qui est passé de 215 points de base en juin à 191 points de base en juillet. La différence, qui favorise l'investissement au Canada, n'était pas descendue sous les 200 points de base depuis février de cette année. Les taux au Canada ont terminé juillet à 2,81 %, soit leur plus faible niveau de l'année, tandis que les taux des États-Unis, à seulement 0,90 %, demeurent à leur plus bas niveau des dernières années.*

À long terme, un bond de 96 points de base des taux aux États-Unis par rapport à une hausse de 41 points des taux au Canada a rétréci l'écart entre les deux, celui-ci étant passé de 99 points de base en juin à 44 points de base en juillet. Le taux à long terme de 4,78 % en juillet au Canada représente à peu près le milieu entre les taux à long terme maximum et minimum au Canada jusqu'ici cette année, tandis que les taux de 4,34 % aux États-Unis sont à leur plus haut niveau depuis juillet 2002.

*Les **cours des actions canadiennes** ont enregistré une quatrième croissance mensuelle consécutive, en hausse de 3,9 % en juillet, qui porte à 14,4 % la reprise par rapport au creux de fermeture mensuel de cette année, enregistré en mars. Les cours des actions américaines ont montré une plus faible hausse de 1,6 % en juillet. Il s'agit de leur cinquième croissance consécutive, mais leur reprise globale est légèrement supérieure, soit 17,7 %.*

*La progression phénoménale sur six mois de près de 11 cents, ou 17,1 %, du **dollar canadien** par rapport au dollar américain au premier semestre de cette année s'est arrêtée brusquement, le dollar ayant régressé de trois cents complets en juillet. Même après ce récent repli qui l'a portée à 71,18 cents US à la fin de juillet, la valeur du dollar canadien est toujours près de huit cents supérieure à son niveau du début de l'année.*

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

*Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.*

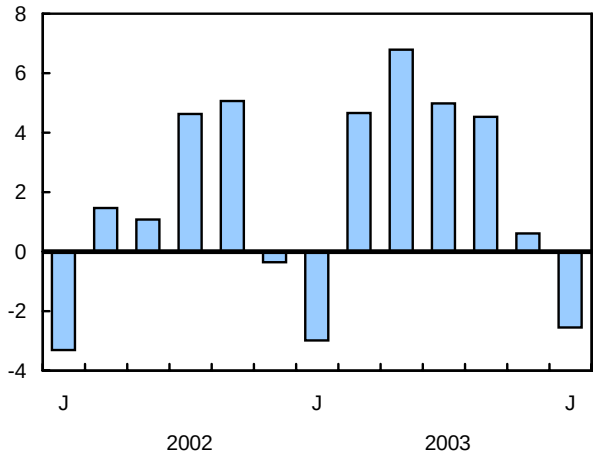
*Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.*

*Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.*

*Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les effets du gouvernement du Canada incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les autres effets du marché monétaire comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.*

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes[1]

En milliards de dollars



[1] *Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.*

Les investisseurs étrangers ont réduit leur portefeuille d'instruments du marché monétaire canadien de 0,5 milliard de dollars en juillet. Il s'agit de leur troisième désinvestissement consécutif et de leur cinquième au cours des sept premiers mois de 2003. Cela a porté leur désinvestissement pour l'année à 2,2 milliards de dollars, soit presque l'inverse du total de 1,9 milliard de dollars qu'ils avaient investis au cours de la même période de sept mois en 2002. Le désinvestissement de juillet est provenu uniquement des investisseurs européens et des autres investisseurs étrangers, tandis que les Américains ont investi un petit montant. En juillet, une baisse des taux d'intérêt à court terme au Canada, comparativement à la fluctuation pratiquement nulle des taux aux États-Unis, a entraîné un rétrécissement de 24 points de l'écart, qui est maintenant de 191 points de base.

L'achat d'actions canadiennes est à son plus haut niveau depuis plus d'un an

Tandis que les cours des actions canadiennes ont enregistré leur quatrième croissance mensuelle consécutive, les investisseurs étrangers ont effectué leur plus important investissement en 13 mois, ayant acheté pour un impressionnant total de 1,9 milliard de dollars en juillet. Environ 1,7 milliard de dollars sont venus de l'investissement dans les actions du marché secondaire, le plus important dans ce marché depuis janvier 2001. Il a porté largement sur les actions du secteur financier au Canada. La majeure partie de cet investissement en juillet est provenue des investisseurs américains, et une petite portion des Européens.

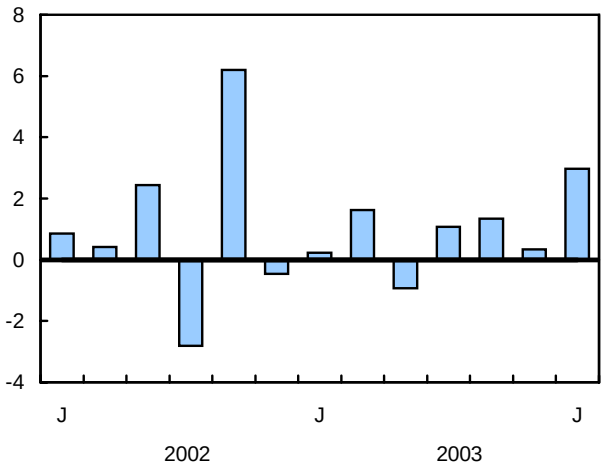
Les investisseurs canadiens achètent beaucoup de titres étrangers

Les investisseurs canadiens ont réalisé leur septième investissement consécutif et leur plus important en obligations étrangères cette année, ayant acheté pour 2,1 milliards de dollars en juillet. Cela a porté leur investissement cumulatif pour l'année à 8,4 milliards de dollars. Il s'agit d'un total qui excède facilement les 6,2 milliards de dollars qu'ils avaient investis pour la totalité de 2002. Environ les trois quarts de cet investissement en 2003 ont été effectués dans les obligations du Trésor des États-Unis, le reste étant divisé entre les autres obligations américaines et étrangères.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères[1]

En milliards de dollars

Signes renversés de la balance des paiements



[1] *Incluent les obligations et les actions.*

Les investisseurs canadiens ont acheté pour 0,8 milliard de dollars d'actions étrangères en juillet, tandis que les prix des actions américaines ont également poursuivi leur rebondissement. L'investissement du Canada en actions étrangères est demeuré volatil au cours des sept premiers mois de l'année, ce qui a donné lieu à un désinvestissement net de 1,7 milliard de dollars. Cette réduction jusqu'ici

en 2003 a été répartie grosso modo entre les actions américaines et les actions d'outre-mer.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0058.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Le numéro de juillet 2003 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XIF, 14 $ / 132 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Avril 2003	Mai 2003	Juin 2003	Juillet 2003	Janvier à juillet 2002	Janvier à juillet 2003
	en millions de dollars					
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	**4 983**	**4 543**	**612**	**-2 555**	**9 178**	**16 042**
Obligations (nettes)	3 903	3 611	642	-3 952	9 838	14 065
Émissions en circulation	1 764	1 886	67	-5 463	4 103	6 858
Nouvelles émissions	5 090	4 101	8 282	2 943	31 039	34 408
Remboursements	-3 432	-3 140	-6 167	-1 732	-25 693	-27 853
Changement aux intérêts à payer[1]	480	763	-1 540	300	389	652
Instruments du marché monétaire (nets)	665	- 867	- 390	- 510	1 856	-2 240
Gouvernement du Canada	1 125	- 204	426	- 142	1 088	255
Autres	- 460	- 663	- 817	- 367	768	-2 495
Actions (nettes)	416	1 800	360	1 906	-2 516	4 216
Émissions en circulation	566	979	658	1 656	-5 205	3 538
Autres transactions	- 151	821	- 298	251	2 689	679
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	**-1 083**	**-1 344**	**- 340**	**-2 965**	**-19 158**	**-6 647**
Obligations (nettes)	-1 666	- 378	- 610	-2 117	-5 248	-8 375
Actions (nettes)	583	- 966	270	- 849	-13 910	1 728

[1] *Les intérêts courus moins les intérêts payés.*

Note: *Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.*

■

Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

2002

Après avoir fait un bond vers la fin des années 1990, l'utilisation d'Internet par les ménages canadiens s'est stabilisée, selon l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages.

En 2002, un nombre estimatif de 7,5 millions de ménages comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet à domicile, au travail, à l'école, dans une bibliothèque ou à un autre endroit, en hausse de 4 % seulement par rapport à 2001. Ce taux de croissance était nettement inférieur à ceux de 19 % en 2001 et de 24 % l'année précédente.

Proportionnellement, ces ménages représentaient 62 % des près de 12,2 millions de ménages en 2002. Il s'agit d'une légère hausse par rapport à 2001. La proportion de ménages utilisant régulièrement Internet a presque doublé, passant de 29 % seulement en 1997 à 60 % en 2001.

Les ménages qui ont adopté Internet sont surtout ceux à revenu élevé, ceux dont les membres sont actifs, ceux ayant des enfants qui habitent encore à la maison ainsi que les personnes au niveau de scolarité plus élevé. Comme la majorité de ces ménages ont déjà adopté Internet, la capacité de soutenir des taux de croissance élevés se trouve sensiblement réduite.

L'utilisation d'Internet à domicile vient en tête

L'utilisation d'Internet était la plus forte chez les ménages comptant des membres qui naviguaient sur le Web à domicile. Ces ménages représentaient 51 % du total des ménages en 2002, en hausse par rapport à 49 % en 2001. En 2002, environ 6,3 millions de ménages comptaient au moins un membre qui utilisait régulièrement Internet à domicile, en hausse de 7 % par rapport à 2001. Cette hausse ne constitue qu'une fraction de la croissance de 23 % enregistrée en 2001 et de celle de 42 % enregistrée l'année précédente.

L'utilisation d'Internet est demeurée assez stable. En 2002, 75 % des ménages utilisant régulièrement Internet à domicile ont déclaré qu'un membre du ménage se branchait au moins une fois par jour en moyenne, comparativement à 73 % en 2001. Deux ménages sur cinq (65 %) utilisant régulièrement Internet à domicile ont déclaré passer 20 heures ou plus par mois à naviguer dans Internet, comparativement à 63 % en 2001.

Les données de l'EUIM ont révélé une croissance soutenue de la connexion par câble à domicile. En 2002, un pourcentage estimatif de 35 % des ménages, ou 2,2 millions, ont déclaré accéder régulièrement à Internet à domicile au moyen d'une connexion par câble, comparativement à 26 %, ou 1,75 million, en 2001. La majorité des autres ménages (près de 4 millions) s'y raccordaient par ligne téléphonique.

Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages (EUIM) a été effectuée à titre de supplément de l'Enquête sur la population active. L'EUIM a permis de recueillir des données sur les ménages dans leur ensemble. Au total, 44 142 ménages étaient admissibles à l'EUIM et 31 650, ou 71,7 %, ont répondu à l'enquête. Les données recueillies en janvier 2003 portaient sur l'utilisation d'Internet par les ménages durant l'année 2002.

La personne interrogée répond aux questions pour tous les membres du ménage. Pour les ménages qui disent utiliser régulièrement Internet, environ 88 % des personnes répondant à l'enquête pour leur ménage faisaient partie de ceux qui l'utilisaient régulièrement à divers endroits. Les ménages qui utilisent régulièrement Internet à la maison sont ceux qui ont répondu «oui» à la question «Au cours d'un mois habituel, est-ce qu'un membre de votre ménage utilise Internet? (Incluez tous les endroits)».

Les ménages utilisent Internet de plus en plus comme source d'information

Les Canadiens continuent d'utiliser Internet à domicile surtout pour le courriel et la navigation générale. Toutefois, un nombre croissant de ménages utilisent Internet pour obtenir des renseignements sur leur santé, faire des recherches et des arrangements de voyages et obtenir de l'information de divers paliers de gouvernement. Les utilisations spécialisées comme les transactions bancaires électroniques sont également à la hausse.

Près des deux tiers (64 %) des utilisateurs réguliers d'Internet à domicile comptaient en 2002 au moins un membre du ménage qui s'en servait comme source de renseignements dans le domaine de la médecine ou de la santé, comparativement à quelque 43 % en 1998. Cette activité venait au troisième rang du point de vue de la popularité, après le courrier électronique et le furetage.

Près de 3,6 millions de ménages qui utilisent régulièrement Internet à domicile comptaient en 2002 au moins un membre qui s'en servait pour rechercher de l'information gouvernementale ou communiquer avec le gouvernement, en hausse par rapport à 3 millions en 2001. En 2002, ils représentaient 57 % du total des ménages, contre seulement 36 % en 1998.

En outre, 51 % des ménages qui utilisent Internet à domicile comptaient un membre qui s'en servait pour accéder aux services bancaires en ligne, soit plus du double de la proportion de 23 % enregistrée en 1998. Cela pourrait indiquer que les consommateurs croient

de plus en plus à la sécurité des opérations bancaires sur le Web.

En 2002, environ un quart des ménages qui ont déclaré utiliser régulièrement Internet à domicile ont dit qu'au moins un membre a utilisé Internet pour son travail. C'était le cas de près de 1,6 million de ménages, comparativement à moins de 1,5 million en 2001. Environ 1 million de ménages ont déclaré qu'au moins un membre du ménage utilisait régulièrement Internet à domicile dans le cadre d'un travail à son propre compte en 2002, soit le même nombre qu'en 2001.

Près d'un cinquième de ceux qui ont utilisé régulièrement Internet à domicile en 2002 étaient des employés qui profitaient d'Internet pour faire leur journée de travail à domicile. Cette proportion aussi était à peu près la même qu'en 2001.

L'utilisation d'Internet par les ménages à faible revenu est à la hausse

Même si les ménages ayant le plus niveau de revenu le plus élevé continuent d'avoir les plus hauts taux de pénétration d'Internet, l'utilisation d'Internet ne cesse de croître chez les ménages au plus bas niveau de revenu. Aux fins de l'EUIM, les ménages ont été répartis en quatre groupes égaux selon le revenu, chacun représentant 25 % de l'échelle de revenu, de l'échelon supérieur à l'échelon inférieur.

En 2002, 78 % des ménages dans le groupe de revenu le plus élevé comptaient un membre qui utilisait Internet à domicile. Cinq ans plus tôt, 33 % des ménages ayant les revenus les plus élevés utilisaient Internet à domicile. Les ménages dans le deuxième groupe de revenu en importance ont affiché la plus forte hausse d'utilisation d'Internet à domicile en 2002, passant de 56 % des ménages en 2001 à 62 % des ménages en 2002.

Par contre, seulement 25 % des ménages dans le groupe à plus faible revenu comptaient un membre qui utilisait Internet à domicile. Toutefois, cette proportion était le quintuple de celle de 5 % seulement enregistrée en 1997.

Les taux d'utilisation d'Internet variaient encore considérablement selon les catégories de famille, la présence d'enfants demeurant un facteur clé. Les ménages unifamiliaux avec enfants non mariés de moins de 18 ans avaient le plus haut taux d'utilisation d'Internet à n'importe quel endroit l'an dernier, soit environ 81 %. Cette proportion était le double du niveau de 38 % de 1997.

L'utilisation d'Internet est la plus élevée en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan

Toutes les provinces ont affiché des taux relativement stables d'utilisation d'Internet ou des taux légèrement plus élevés de pénétration d'Internet à domicile. Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et les provinces de l'Ouest ont affiché des taux légèrement plus élevés.

Trois provinces seulement, soit la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta, avaient des taux d'utilisation d'Internet à domicile supérieurs à la moyenne nationale de 51 %. Environ 58 % des ménages en Ontario et en Colombie-Britannique comptaient une personne qui utilisait régulièrement Internet à domicile, ces deux provinces affichant les proportions les plus fortes. Elles étaient suivies de l'Alberta (54 %).

L'utilisation régulière d'Internet au travail a augmenté légèrement, l'Ontario et la Saskatchewan venant en tête.

L'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan ont affiché des augmentations générales de l'utilisation régulière d'Internet à divers endroits, soit à domicile, au travail, à l'école, à la bibliothèque publique et à d'autres endroits, ce dernier cas étant désigné comme utilisation à «n'importe quel endroit» ou «un endroit ou un autre».

Ménages qui ne sont plus branchés à Internet

En 2002, 896 000 ménages ont indiqué qu'un membre du ménage soit utilisait Internet peu souvent, soit s'était débranché. La taille de ce groupe est demeurée relativement inchangée au cours des trois dernières années.

Parmi ces utilisateurs anciens ou peu fréquents, 402 000 avaient un ordinateur à la maison. À la question de savoir pourquoi ils n'utilisaient plus Internet, 32 % ont répondu qu'ils n'avaient pas besoin de l'utiliser ou que cela ne les intéressait pas, 22 %, que c'était trop coûteux et 12 %, que leur ordinateur était trop vieux ou brisé.

En 2002, environ 3,8 millions de ménages canadiens n'avaient jamais utilisé Internet. La plupart des ménages dans ce groupe (85 %) étaient soit des familles sans enfant ou des ménages d'une seule personne. En outre, dans le cas de bon nombre de ces non-utilisateurs, le revenu du ménage était inférieur à la moyenne et 47 % se situaient dans le groupe de revenu le plus faible.

Environ 477 000 des ménages dont un membre n'avait jamais utilisé Internet ont dit avoir un ordinateur à la maison. Plus de quatre de ces ménages sur dix ont indiqué qu'ils n'avaient pas besoin d'Internet ou qu'ils ne le trouvaient pas utile. Environ 16 % ont dit qu'Internet coûtait trop cher et juste au-dessus de 10 % ont déclaré que leur ordinateur était trop vieux ou brisé.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 358-0002 à 358-0006 et 358-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4432.

Des tableaux de données additionnels relatifs aux données présentées dans cette série sont disponibles dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*), sous *Le Canada en statistiques*, puis *Culture, loisirs et voyages*, et *Internet*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claire Simard au (613) 951-2183 (*claire.simard@statcan.ca*), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Voyages entre le Canada et les autres pays : nouvelle date de diffusion

Juillet 2003

La diffusion du communiqué mensuel «Voyages entre le Canada et les autres pays» contenant les données de juillet est retardée en raison de problèmes opérationnels imprévus. Le communiqué, qui devait paraître aujourd'hui, sera diffusé le 24 septembre.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jocelyn Lapierre au (613) 951-3720 (*jocelyn.lapierre@statcan.ca*) ou avec Élaine Fournier au (613) 951-5907 (*elaine.fournier@statcan.ca*), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : (613) 951-2909. ■

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Juillet 2003

Tous les principaux groupes de produits ont repris leur croissance positive en juillet. La plus forte progression des ventes a été observée dans les articles de santé et de soins personnels, et dans les articles d'ameublement et les appareils électroniques. La plus faible croissance des ventes a touché les vêtements, les chaussures et les accessoires, où les ventes ont montré une légère hausse par rapport à juillet 2002.

Les ventes totales se sont élevées à 7,3 milliards de dollars, en hausse de 5,2 % par rapport à juillet 2002 pour le groupe des grands détaillants.

Les articles de santé et de soins personnels ont affiché la plus forte croissance des ventes en juillet, en hausse de 13,2 % par rapport à juillet 2002. Cette hausse des ventes provenait de la vigueur soutenue des ventes de médicaments sur ordonnance et en vente libre (les vitamines, les plantes médicinales et les autres suppléments de santé). Les ventes d'articles de toilette et de soins personnels (à l'exception des produits cosmétiques et des parfums) ont également été fortes en juillet, ayant crû de 10,2 %.

La croissance des ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires est demeurée lente en juillet pour le groupe des grands détaillants, les ventes étant demeurées stables d'une année à l'autre (+0,7 %). La baisse des prix des vêtements et des chaussures est demeurée un important facteur à l'origine de la diminution des ventes totales à la caisse enregistreuse. Les prix des vêtements ont diminué de 4,6 % par rapport à juillet 2002, et les prix des chaussures étaient 3,4 % moins élevés qu'en juillet 2002. Une grande partie de la croissance dans ce groupe de produits est provenue des ventes d'accessoires, comme les articles de voyage et de maroquinerie (+8,3 %) et les bijoux et les montres (+7,6 %).

Ventes, par marchandise, du groupe des grands détaillants

	Juin 2003[r]	Juillet 2002	Juillet 2003[p]	Juillet 2002 à juillet 2003
	données non désaisonnalisées			
	en millions de dollars			var. en %
Marchandises				
Aliments et boissons	2 298	2 256	2 391	6,0
Vêtements, chaussures et accessoires	1 343	1 170	1 178	0,7
Articles d'ameublement et appareils électroniques	1 007	1 026	1 095	6,7
Articles de santé et de soins personnels	662	606	686	13,2
Articles et fournitures pour la maison	311	331	342	3,3
Articles de sport et loisirs	382	363	380	4,7
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	474	343	352	2,6
Autres biens et services	856	856	886	3,5
Total	**7 334**	**6 952**	**7 311**	**5,2**

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

La hausse de 6,7 % des ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques enregistrée en juillet a masqué l'instabilité des ventes des produits pris individuellement. Les ventes d'appareils ménagers ont chuté de 1,4 % en juillet, après avoir affiché d'importantes ventes d'une année à l'autre en mai et en juin. Les ventes d'appareils électroniques comme les téléviseurs et le matériel audio-vidéo, les appareils photo, les logiciels ainsi que les téléphones et les fournitures de bureau à la maison ont progressé de 17,2 % par rapport à juillet 2002. Il s'agit de l'augmentation la plus prononcée en plus d'un an.

Nota : L'enquête vise les grands détaillants principalement dans les secteurs de l'alimentation, de l'habillement, des articles d'ameublement et des appareils électroniques, des articles de sport et des marchandises diverses. Ce groupe de détaillants représente environ 38 % du total annuel des ventes au détail, à l'exclusion des concessionnaires de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs. Les données du présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées

et les pourcentages représentent des variations d'une année à l'autre.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est possible de consulter un tableau de données dans le module *Le Canada en statistiques* du site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*).

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Annie Côté-Steski au (613) 951-6590 (*annie.cote-steski@statcan.ca*), Division de la statistique du commerce. ■

Les effectifs scolaires et le personnel enseignant des écoles

1999-2000

Les effectifs scolaires dans les écoles primaires et secondaires sont demeurés presque inchangés durant la dernière moitié des années 1990, tandis que le nombre d'enseignant dans les écoles canadiennes a augmenté.

Un peu plus de 5 442 000 jeunes étaient inscrits à l'école durant l'année scolaire 1999-2000, en hausse de 0,2 % par rapport à 1995-1996.

Entre 1995-1996 et 1999-2000, les inscriptions ont seulement augmenté au Manitoba, en Alberta, en Colombie-Britannique, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

La plus forte hausse a été enregistrée en Alberta (+5,4 %). Cette augmentation concorde avec les données du Recensement 2001 qui ont révélé que la population albertaine a augmenté de 10,3 % entre 1996 et 2001. Cette hausse a été principalement attribuable à la migration interprovinciale. Durant cette même période, le nombre d'enseignants à temps plein en Alberta a diminué de 1,5 % pour s'établir à 29 338.

Ces données comprennent les écoles publiques et privées, les écoles des premières nations, les écoles administrées fédéralement et les écoles outre-mer des forces militaires.

En 1999-2000, l'effectif des écoles publiques constituait 93 % de l'effectif total, comparativement à 6 % pour les écoles privées. Ces proportions sont demeurées plus ou moins stables durant les dernières années de la décennie.

Entre 1995-1996 et 1999-2000, le nombre d'enseignants à temps plein s'est accru de 3,7 %, s'établissant à un niveau record de 309 593. Le nombre d'enseignants à temps plein a diminué en Alberta et dans deux autres provinces, soit Terre-Neuve-et-Labrador et le Nouveau-Brunswick. Le nombre d'enseignants à temps partiel a augmenté dans la plupart des juridictions.

Le recul le plus important, autant au niveau des effectifs scolaires qu'au niveau de la population enseignante, est survenu à Terre-Neuve-et-Labrador. Le nombre d'étudiants a fléchi de 14,4 % au cours des cinq dernières années, tandis que le nombre d'enseignants à temps plein a fléchi de 12,8 % pour atteindre 6 351 enseignants. Selon les données du recensement, la population de Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré une perte de 7,0 % au cours de cette même période.

Durant les années 1990, la profession d'enseignant est devenue encore plus dominée par les femmes. En 1999-2000, le nombre de femmes enseignantes représentait 64 % du nombre total, comparativement à 59 % une décennie plus tôt.

En 1999-2000, 68 % des éducateurs à temps plein du Nouveau-Brunswick étaient des femmes, soit la plus forte proportion. À Terre-Neuve-et-Labrador, on retrouvait la plus faible proportion, alors que 58 % des éducateurs étaient des femmes.

Même si l'âge moyen des enseignants est demeuré stable, un nombre considérable d'entre eux se retrouvent dans une cohorte plus âgée. En 1999-2000, un peu plus du tiers des enseignants (34 %) étaient âgés de 50 ans et plus. Ceci correspond au double de la proportion de seulement 16 % qu'on retrouvait une décennie plus tôt.

À l'échelon national, le ratio élève-enseignant est demeuré relativement constant durant la dernière moitié des années 1990. Il a très peu diminué, passant de 16,1 élèves pour chaque enseignant en 1995-1996 à 15,6 élèves en 1999-2000.

Le ratio a fléchi dans toutes les provinces à l'exception de l'Ontario, où il y a eu une légère augmentation. En Alberta, malgré une forte hausse des inscriptions et une baisse des enseignants à temps plein, le ratio a diminué en raison de la forte augmentation du nombre d'enseignants à temps partiel. Les diminutions les plus fortes des ratios élève-enseignant pour la période allant de 1995-1996 à 1999-2000 ainsi que pour celle allant de 1998-1999 à 1999-2000 ont été enregistrées en Nouvelle-Écosse et au Québec.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3127 et 3128.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*educationstats@statcan.ca*). Télécopieur : (613) 951-9040. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Isabelle Thony au (613) 951-0475 (*isabelle.thony@statcan.ca*) ou avec Kathleen Trudeau au (613) 951-4440 (*kathleen.trudeau@statcan.ca*), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Nombre d'éducateurs à plein temps des écoles primaires et secondaires[1]

	1995-1996	1998-1999	1999-2000	Var. en % de 1995-1996 à 1999-2000	Var. en % de 1998-1999 à 1999-2000
Canada	**298 676**	**300 833**[3, r]	**309 593**[3]	**3,7**	**2,9**
Terre-Neuve-et-Labrador	7 287	6 418	6 351	-12,8	-1,0
Île-du-Prince-Édouard	1 351	1 389	1 372	1,6	-1,2
Nouvelle-Écosse	9 083	9 518	9 834	8,3	3,3
Nouveau-Brunswick	7 712	7 490	7 491	-2,9	0,0
Québec	66 348	68 651	74 253[4]	11,9	8,2
Ontario	119 292	117 704[r]	119 842	0,5	1,8
Manitoba	12 437	12 520	13 831	11,2	10,5
Saskatchewan	10 992	11 514	11 473	4,4	-0,4
Alberta	29 786	29 999	29 338	-1,5	-2,2
Colombie-Britannique	32 702	33 865[r]	34 009	4,0	0,4
Yukon	431	419	443	2,8	5,7
Territoires du Nord-Ouest[2]	1 237	1 328[3]	1 338[3]	8,2	0,8
Outre-mer	**18**	**18**	**18**	**0,0**	**0,0**

[r] *Donnée révisée.*
[1] *Comprend les établissements correctionnels et les écoles en milieu hospitalier.*
[2] *Comprend les données du Nunavut.*
[3] *Donnée estimée.*
[4] *En raison de modifications apportées à la méthodologie, les données peuvent ne pas être comparables.*

Effectifs de l'enseignement primaire et secondaire[1]

	1995-1996	1998-1999	1999-2000	Var. en % de 1995-1996 à 1999-2000	Var. en % de 1998-1999 à 1999-2000
Canada	**5 430 836**	**5 369 716**	**5 442 010**[3]	**0,2**	**1,3**
Terre-Neuve-et-Labrador	110 901	98 129	94 930	-14,4	-3,3
Île-du-Prince-Édouard	24 704	24 441	24 357	-1,4	-0,3
Nouvelle-Écosse	167 960	163 122	161 530	-3,8	-1,0
Nouveau-Brunswick	136 776	130 801	128 569	-6,0	-1,7
Québec	1 138 677	1 125 066	1 131 585	-0,6	0,6
Ontario	2 189 029	2 128 642	2 183 370	-0,3	2,6
Manitoba	223 045	223 013	229 399	2,8	2,9
Saskatchewan	212 986	209 768	208 483	-2,1	-0,6
Alberta	548 459	566 361	578 135	5,4	2,1
Colombie-Britannique	654 351	675 874	676 720	3,4	0,1
Yukon	6 132	6 199	6 184	0,8	-0,2
Territoires du Nord-Ouest[2]	17 625	18 041	18 510[3]	5,0	2,6
Outre-mer	**191**	**259**	**238**	**24,6**	**-8,1**

[1] *Comprend les établissements correctionnels et les écoles en milieu hospitalier.*
[2] *Comprend les données du Nunavut.*
[3] *Donnée estimée.*

Rapport élèves[1]-éducateurs[2] dans les écoles publiques primaires et secondaires

	1995-1996	1998-1999	1999-2000	Var. en % de 1995-1996 à 1999-2000	Var. en % de 1998-1999 à 1999-2000
Canada	**16,1[4,]**	**16,0[4, r]**	**15,6[4]**	**-3,1**	**-2,5**
Terre-Neuve et Labrador	14,4	14,5	14,1	-2,1	-2,8
Île-du-Prince-Édouard	17,3	16,6	16,8	-2,9	1,2
Nouvelle-Écosse	17,9	16,5	15,3	-14,5	-7,3
Nouveau-Brunswick	17,3	16,9	16,7	-3,5	-1,2
Québec	14,5[4]	14,4	13,0	-10,3	-9,7
Ontario	16,3	16,6[r]	16,7	2,5	0,6
Manitoba	15,5	15,6	14,6	-5,8	-6,4
Saskatchewan	17,3	16,2	16,2	-6,4	0,0
Alberta	17,1	16,8	17,0	-0,6	1,2
Colombie-Britannique	17,3	17,0[r]	16,8	-2,9	-1,2
Yukon	12,5	12,7	12,1	-3,2	-4,7
Territoires du Nord-Ouest[1]	13,5	12,9[4]	13,1[4]	-3,0	1,6

r Donnée révisée.
1 Effectifs équivalent à temps plein.
2 Équivalent à temps plein de la charge de travail des éducateurs.
3 Comprend les données du Nunavut.
4 Donnée estimée.

■

Stocks de viande de volaille congelée

1er septembre 2003 (données provisoires)

Les stocks de viande de volaille congelée au 1er septembre totalisaient 68 527 tonnes métriques, en baisse de 8,6 % par rapport au 1er septembre 2002.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0023 et 003-0024.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3425.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Fil d'acier et certains produits de fil métallique

Juillet 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données de juillet sur la production de fil d'acier et de certains produits de fil métallique.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2106, 2116 et 2184.

Le numéro de juillet 2003 de *Fil d'acier et certains produits de fil métallique*, vol. 58, nº 7 (41-006-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

L'Observateur économique canadien, septembre 2003, vol. 16, n° 9
Numéro au catalogue : 11-010-XIB (17 $/170 $).

L'Observateur économique canadien, septembre 2003, vol. 16, n° 9
Numéro au catalogue : 11-010-XPB (23 $/227 $).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, juillet 2003, vol. 57, n° 7
Numéro au catalogue : 31-001-XIF (15 $/147 $).

Fil d'acier et certains produits de fil métallique, juillet 2003, vol. 58, n° 7
Numéro au catalogue : 41-006-XIB (5 $/47 $).

Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, juin 2003, vol. 35, n° 6
Numéro au catalogue : 63-011-XIF (6$/55$).

Le commerce international de marchandises du Canada, juillet 2003, vol. 57, n° 7
Numéro au catalogue : 65-001-XIB (14 $/141 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

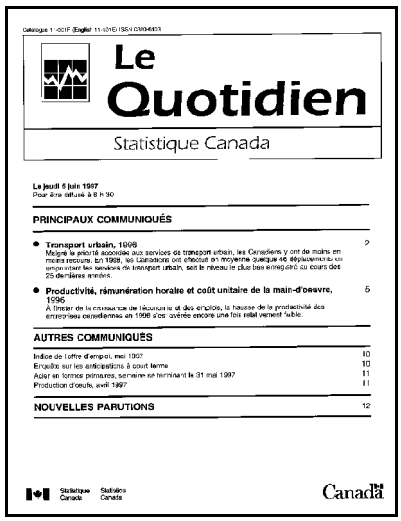
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.